



INTERVENTION UNSA CD21

COMITE SOCIAL TERRITORIAL DU 30 SEPTEMBRE 2025

Madame la Présidente, Mmes et Mm. les élu(e)s, M. le DGSD, Mmes et Mm., cher(e)s collègues,

L'UNSA se fait aujourd'hui l'écho d'un cri d'alerte face à la dégradation préoccupante des conditions de travail des agents, ainsi qu'aux répercussions des nouvelles orientations en matière de gestion de la masse salariale.

Depuis plusieurs semaines, nous sommes témoins d'une volonté manifeste de minimiser l'impact des décisions prises concernant les effectifs. Vous nous assurez qu'il n'y a aucune intention de réduire ces effectifs ni d'amoindrir la masse salariale. Pourtant, nous constatons une réalité bien différente : la plupart des postes vacants ne sont pas remplacés, et ce sont les agents en poste qui se voient contraints d'assumer des missions de plus en plus lourdes.

Les conditions de travail se détériorent, tout comme la qualité du service public que nous avons à cœur de défendre. Comment justifier l'absence de postes publiés à la mobilité, si ce n'est par un gel des recrutements ? Geler n'est pas supprimer, certes, mais les conséquences sur le terrain sont identiques : faire toujours plus avec moins.

L'UNSA se positionne comme un partenaire engagé dans un dialogue social respectueux et constructif. Toutefois, nous ressentons une frustration grandissante, comme si l'on tentait de nous dissimuler la réalité de la situation. Nous avons toujours joué le jeu du dialogue, mais il devient de plus en plus difficile de ne pas voir ce qui ressemble à un simulacre de discussion. Les intentions de rationalisation budgétaire, bien qu'insidieuses, sont de plus en plus perceptibles. L'UNSA CD21 refuse catégoriquement que les agents deviennent la variable d'ajustement de la gestion budgétaire au détriment de leurs conditions de travail et de leurs rémunérations.

Il est évident que le train de vie au sein de notre collectivité n'est pas le même pour tous. En ces temps difficiles, chacun doit contribuer, mais cette contribution ne peut pas reposer uniquement sur les épaules des agents. Sans leur engagement, le service public ne saurait exister. Ce n'est pas la construction d'un Campus territorial qui améliorera le pouvoir d'achat des agents. Les choix budgétaires ne passent pas inaperçus, et le climat social se tend de jour en jour. Les décisions organisationnelles et les orientations budgétaires impactent insidieusement le pouvoir d'achat des agents et leurs conditions de travail au sein du Conseil Départemental de la Côte-d'Or, où ils sont également des citoyens et des électeurs.

L'UNSA CD21 exprime une profonde inquiétude quant à l'avenir qui attend les agents dans les semaines et mois à venir. Les départs se multiplient, alors que l'on tente de donner une image attractive à notre collectivité, ce qui semble être une illusion.

Vous l'avez compris, Madame la Présidente, l'UNSA CD21 est prête à se mobiliser si cela s'avère nécessaire. Nous n'entendons pas que cette déclaration soit perçue comme une menace, mais il est essentiel de souligner que notre inquiétude grandit et que notre rôle est de protéger les intérêts des agents. L'UNSA CD21 n'acceptera pas le démantèlement des services publics, une dynamique déjà bien engagée depuis plusieurs années.

Nous espérons que notre voix sera entendue et que nous pourrons engager un dialogue constructif pour l'avenir de tous.

Je vous remercie pour votre attention.

Karine MILLE
Secrétaire Générale